

## Le prêt-bail de la police provinciale

La matraque, instrument contondant servant à établir la justice sociale dans la catholique province de Québec, a commencé à faire des siennes à Asbestos. Avant-hier un détachement d'une trentaine de policiers provinciaux a fait irruption dans une maison où de paisibles citoyens jouaient aux cartes. Ils les ont horriblement battus, ont traîné dans la rue une femme enceinte, ont emmené six personnes au club de la *Johns-Manville* pour interrogatoire à la russe.

Cet acte de banditisme couronne toute une série de provocations que les policiers provinciaux ont multipliés depuis un mois. Ce n'est d'ailleurs que le début d'actes de violence qui iront se multipliant et s'aggravant d'ici quelques jours ou quelques semaines. Car M. Duplessis, de concert avec la *Canadian Johns-Manville*, paraît décidé à casser la grève de l'amiante coûte que coûte. La police provinciale, agissant sous ses instructions, ne se cache pas pour affirmer qu'elle a été expédiée à Asbestos avec mission précise de renvoyer les mineurs au travail à coups de matraque.

\* \* \* \* \*

Avant que les choses ne se gâtent définitivement, rappelons quelques faits qui permettront au lecteur de se former un jugement sur la responsabilité des événements actuels et futurs.

D'abord, la grève de l'amiante est une grève juste. Plusieurs autorités morales l'ont déclaré. Le *Messenger Saint-Michel*, organe diocésain de l'évêché de Sherbrooke, s'est exprimé sans équivoque sur ce point » Le curé d'Asbestos vient de déclarer : « Si j'étais mineur, je ferais la grève », et il a comparé les grévistes aux zouaves pontificaux.

Durant les premiers jours de la grève, le calme le plus parfait a régné dans la région de l'amiante. Les désordres ont commencé avec l'arrivée sur les lieux de la police provinciale. Les voyous de Hilaire *Potato Chips* Beauregard sont arrivés à Asbestos en état d'ivresse et ont commis de nombreux actes d'indécence en plein milieu des rues de la ville.

De nombreuses personnes ont été témoins et l'ont attesté par déclaration assermentée. Le conseil de ville d'Asbestos l'a confirmé par une résolution unanime :

Attendu qu'à leur arrivée un grand nombre de ces policiers étaient sous l'influence de liqueurs alcooliques;

Attendu qu'un certain nombre de ces agents se sont rendus coupables d'actes indécents dans les rues de la ville et ont causé le désordre dans les places publiques.

Depuis les policiers provinciaux ont continué à causer du désordre et à provoquer la population d'Asbestos et de Thetford. Les gens du pays les accusent carrément d'avoir inventé de toutes pièces le prétendu dynamitage d'une voie ferrée, que les journalistes n'ont pas pu voir, et d'avoir perpétré l'enlèvement d'un paisible citoyen, M. Lionel Piuze, assistant-surintendant de la mine du Lac-Noir.

La technique est bien connue dans les pays occupés par les communistes. La police pousse la population à bout par toute une série de provocations calculées, pour ensuite intervenir brutalement, pratiquer une épuration des cadres sociaux et faire régner la terreur. Asbestos est une ville occupée, terrorisée.

Nous renvoyons le lecteur au reportage paru dans la *Presse* d'avant-hier et que nous reproduisons au texte en page deux (1). Voilà un témoignage qu'on ne peut tenir pour partial et qui pourtant est accablant.

Donc il n'y a pas de doute possible : la cause première et unique des désordres qui se sont produits jusqu'à présent et qui se produiront probablement d'ici quelques jours ou quelques semaines, c'est la police provinciale de M. Duplessis.

\* \* \* \* \*

Mais ce qu'il y a de plus grave, c'est que les policiers provinciaux sont mis au service de la *Johns-Manville*, qu'ils en reçoivent un boni d'environ cinquante dollars par semaine en plus de leur salaire qui est payé par la province, qu'ils ont établi leurs quartiers généraux dans le club de la *Johns-Manville*. Il s'agit littéralement d'un **PRÊT-BAIL DE LA POLICE PROVINCIALE À LA JOHNS-MANVILLE**.

On aura rarement vu dans toute l'histoire de la province de Québec le pouvoir politique se faire à un tel degré le serviteur de la dictature économique. L'on savait depuis l'envolée scandaleuse de M. Duplessis dans l'Ungava que le premier ministre a partie liée avec la haute finance. Mais on ne se doutait pas qu'il pût aller si loin dans la voie de la soumission.

Mais tout cela s'explique quand on sait que l'aviseur légal et politique de la *Johns-Manville* et plus généralement du cartel de l'amiante n'est nul autre que M. Yvan Sabourin, chef provincial du parti conservateur. Depuis que le parti conservateur provincial, camouflé sous le titre pompeux d'Union nationale, s'est définitivement engagé à faire la campagne de M. Drew dans la province de Québec, M. Yvan Sabourin, le « docteur » Sabourin comme disent avec un sourire moqueur les experts en silicose et amiantose, peut compter sur les bons offices de la police provinciale pour les besognes qu'il doit faire exécuter.

Si M. Drew s'imagine gagner la province de Québec avec un Yvan Sabourin comme *gauleiter*, il aura de cuisantes déceptions. L'homme est à la fois trop fadasse et trop compromis.

\* \* \* \* \*

Il n'est peut-être pas mauvais de savoir *quel ordre* la police provinciale prétend rétablir à coups de matraque à Asbestos. Est-ce l'ordre social chrétien ou l'ordre capitaliste païen ?

Nous reproduisons en deuxième page de notre édition d'aujourd'hui une maquette parue dans *Life* du 24 décembre 1945. Elle représente les huit femmes successivement divorcées de Tommy Manville, héritier multimillionnaire des intérêts *Manville*.

Pendant que les ouvriers canadiens-français d'Asbestos crèvent dans la poussière, Tommy Manville pratique le sport du divorce.

Abandonner le travail parce qu'ils sont mal payés et mal traités, c'est pour les ouvriers d'Asbestos un crime contre l'ordre public et qui doit être réprimé à coups de matraque; mais changer de femmes comme on change de chemise, c'est pour Tommy Manville une opération légale, presque un acte de prouesse.

Les ouvriers d'Asbestos se font taper dessus, parce qu'ils veulent protéger leur santé et assurer le nécessaire à leurs familles; Tommy Manville est comblé d'honneurs et d'argent, parce qu'il donne le spectacle public de la dégradation de la famille.

Et c'est cet ordre que M. Duplessis entend faire régner à Asbestos ? C'est cela que sa police provinciale protège ?

Il avait bien raison de déclarer l'autre jour à l'Assemblée législative : « Les plus grands martyrs dans la province de Québec, ce sont les encycliques ».

Les encycliques on en a plein la bouche en temps d'élection mais dont on se moque une fois bien en place.

Mais si l'on continue dans cette voie, il y aura d'ici vingt-cinq ans d'autres martyrs dans Québec. Car notre aveuglement collectif nous vaudra des châtimts et ces châtimts, ce sont les communistes qui nous les feront subir.

Attila s'intitulait lui-même « le fléau de Dieu ». Dans le monde moderne, le fléau de Dieu, c'est le communisme. Nous l'aurons, en dépit de toutes les lois du cadenas et des pactes de l'Atlantique, à moins que nous n'opérions des réformes urgentes.

(1) Ce texte est reproduit dans la collection de documents sur la grève de l'amiante.

Source : Gérard Filion, « Le prêt-bail de la police provinciale », *Le Devoir*, 23 mars 1949, p. 1.

© 2001 Claude Bélanger, Marianopolis College